

Déclaration intersyndicale 56 du 18/10/2022

Le projet de démantèlement de la voie professionnelle sous statut scolaire, porté personnellement par le président Macron, ne concerne pas que les élèves et les personnels des lycées professionnels. En prenant appui sur Carole Grandjean, ministre déléguée à l'enseignement professionnel sous la double tutelle du ministère de l'Éducation et du Travail, il veut s'attaquer aux objectifs émancipateurs de cette voie de formation. Il justifie sa réforme par un a priori idéologique : l'entreprise formerait mieux que les lycées professionnels. En fait, son but est d'orienter de force les élèves vers les besoins immédiats de main-d'œuvre des entreprises locales.

Pour ce faire, Macron veut augmenter de 50% le temps, déjà considérable, que les élèves passent en entreprise au détriment des heures d'enseignement professionnel et général.

Cette augmentation du nombre de semaines de stage impliquera moins de semaines d'enseignement dans nos lycées. Si le président a enfin concédé à dire que l'enseignement général doit rester une composante de la formation des jeunes, il l'a évoqué surtout à l'aune de disciplines qui seraient « fondamentales ». Les langues vivantes, l'éco droit, l'éco gestion, les arts appliqués, l'EPS, la PSE seront-elles considérées comme fondamentales et les postes des collègues concernés préservés ?

Sa volonté de renvoyer la ventilation du volume d'enseignement général au niveau local impliquera une remise en cause du caractère national de l'accès aux formations professionnelles pour les jeunes et des diplômes professionnels.

Nos organisations syndicales sont fermement attachées au principe d'égalité de notre école républicaine et revendiquent le maintien d'une grille horaire nationale pour toutes les filières professionnelles. Elles revendiquent aussi une dimension émancipatrice de la formation des jeunes à laquelle participent toutes les disciplines.

De plus, la création d'une « demi-journée Avenir » en 5^e, dévolue aux entreprises, trouve sa cohérence : effectuer un calibrage, dès 12 ans, entre ceux et celles qui poursuivront leurs études et ceux et celles qui iront au travail dès la fin du collège. La réforme du collège qui s'annonce s'inscrira fatalement dans cette logique de tri social pour se mettre en conformité avec ce qui a été fait pour le lycée général et technologique.

Pour nos organisations il faut renforcer les missions et le nombre de personnels d'orientation et préparer les collégien-ne-s à tous les parcours d'orientation sans exception.

Car les lycées professionnels (LP) n'ont pas vocation à être au service des entreprises mais bien à celui des élèves. On ne forme pas mieux « sur le tas ». L'entreprise n'est pas l'alpha et l'oméga de la formation professionnelle. Elle présente pour les jeunes – qui, de surcroît, ne peuvent se défendre –, les mêmes risques liés aux manquements à la sécurité, à l'exposition aux produits dangereux, aux accidents du travail et aux violences sexistes et sexuelles que pour les adultes.

De plus, l'autonomie renforcée des établissements, à travers les « expérimentations locales », va aggraver les inégalités sociales et territoriales et conduire à la dislocation du cadre national de cette voie d'enseignement. L'introduction des compétences est déjà une attaque forte contre le diplôme et la qualification qu'il certifie et les droits collectifs qui y sont liés.

Autre annonce, la mise en adéquation de la carte des formations scolaires avec les besoins immédiats de main d'œuvre des entreprises locales et les fermetures de formations prétendument non-insérantes. Oui la carte des formations doit évoluer, nous le portons haut et fort depuis des années. Pour nos organisations elle doit évoluer dans l'intérêt général du pays au prisme des grands enjeux écologiques, de la prise en charge du Grand âge, de la nécessaire réindustrialisation, du numérique... D'aucune façon, son « évolution » ne doit se restreindre à la seule mise en adéquation avec les besoins économiques immédiats et locaux des entreprises : chaque jeune, quel que soit le lieu géographique de son lycée professionnel, doit pouvoir trouver la formation de son choix.

Enfin, ce plan social qui s'annonce va entraîner des suppressions de postes massives dans les LP et l'attaque sur le statut des PLP préfigure celle qui ne manquera pas de se produire sur le statut des certifié-e-s et des agrégé-e-s.

Aussi, pour nos organisations syndicales

SNUEP-FSU, SNES-FSU, SNEP-FSU, SNETAP-FSU

CGT Agri, la CGT Educ'action, la CGT Enseignement privé,

FO SNETAA FO /SNFOLC/SNFOEP/SNFO Enseignement agricole et la fédération FNEC FP FO 56.

SGEN CFDT et FEP CFDT

SUD EDUCATION

SE UNSA

l'urgence est de renforcer les lycées professionnels et de donner plus de temps et de moyens aux personnels pour faire réussir tous les élèves.

Maintenir la voie professionnelle dans l'Éducation nationale est donc bel et bien un enjeu de société pour toutes et tous : personnels, élèves et parents.

Parce-que cette contre-réforme est à l'opposé de nos ambitions, nos organisations syndicales demandent son retrait immédiat.